

participation à la production: prêts à faible taux d'intérêt, amortissement rapide et autres encouragements financiers; cela permettrait aux industries de faire les dépenses assez élevées qui seraient nécessaires pour éliminer les bactéries avant le déversement des rebus?

Monsieur l'Orateur, j'ai posé une question supplémentaire, mais le premier ministre n'a pas répondu.

M. l'Orateur: Le député de Kootenay-Ouest a la parole.

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Pêches. Il y a dix jours environ...

L'hon. M. Hees: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. J'ai posé une question supplémentaire et le premier ministre se levait déjà pour y répondre. Cela n'a rien à voir avec les pêches...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Peut-être l'ordre pourrait-il régner pendant la période des questions. Le député a posé une question supplémentaire mais elle n'a pas obtenu de réponse et le député de Kootenay-Ouest a déclaré qu'il avait une question supplémentaire à poser. Je donne la parole au député de Kootenay-Ouest.

L'hon. M. Hees: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, le premier ministre était déjà prêt à répondre à ma question. Je suis sûr qu'il veut y répondre. Auriez-vous l'obligeance de le laisser répondre?

M. l'Orateur: La parole est au député de Kootenay-Ouest.

L'hon. M. Hees: Voilà bien le dialogue du parti libéral. Un sens unique. Pas de réponse.

M. Harding: Ma question au ministre a trait à la pollution. Il y a une dizaine de jours, il a promis de faire une déclaration à la Chambre, à l'appel des motions, au sujet de la situation à la baie de Plaisance, à Terre-Neuve, et des problèmes qui en découlent. Le ministre pourrait-il dire quand il compte faire un rapport complet à la Chambre?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur...

L'hon. M. Hees: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Je crois que le ministre des Pêches était sur le point de répondre à la question supplémentaire qu'on vient de lui poser.

[L'hon. M. Hees.]

L'hon. M. Hees: Ma question, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: L'honorable député voudrait-il écouter la présidence? Je lui donnerai l'occasion de poser une autre question supplémentaire plus tard. Je ne suis pas sûr que le ministre des Pêches et des Forêts a terminé sa réponse au député de Kootenay-Ouest, mais je permettrai à l'honorable député...

L'hon. M. Hees: Puis-je adresser ma question supplémentaire au premier ministre? Je vais la répéter. Je sais qu'il veut y répondre. Lors de l'étude des moyens que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour régler la question de la pollution, envisagera-t-il l'adoption de politiques semblables à celles qui se sont révélées très fructueuses pendant la dernière guerre pour amener l'industrie à participer au programme de production de guerre, notamment les prêts à faible intérêt et les amortissements rapides?

M. l'Orateur: A l'ordre. Ce n'est pas là une question supplémentaire, c'est une proposition que l'honorable représentant vient de soumettre au gouvernement.

LES FINANCES

LES MESURES POUR EMPÊCHER LA MAINMISE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE SUR LA ROYAL SECURITIES CORPORATION

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Puis-je poser cette question au ministre des Finances? Étant donné les graves conséquences qui découleraient de la mainmise de la Merrill, Lynch and Associates sur la Royal Securities Corporation, le ministre a-t-il l'intention de prendre des dispositions afin de prévenir cette reprise ou, si les choses sont rendues au point où il est impossible de rebrousser chemin, se propose-t-il d'agir afin de prévenir d'autres reprises d'institutions financières canadiennes par des compagnies étrangères?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Bien entendu, cette question, intéresse grandement le gouvernement fédéral, même s'il est surtout dans le pouvoir des provinces d'agir, puisque la société en question est provinciale et que ses principales activités sont du ressort provincial.

Jeudi dernier, j'ai rencontré, à leur demande, les chefs des deux sociétés, qui voulaient m'exposer leurs projets, mais je ne leur ai donné ni assurance ni avertissements. Sauf erreur, les bourses et les autorités provinciales examinent actuellement les conséquences d'une telle acquisition. Les représentants de la Banque du Canada et ceux de mon